

Nacer Kettane

Membre Honoraire du Conseil Économique, Social et Environnemental
Président Fondateur de BEUR FM
Secrétaire Général Fondateur de l'Institut de recherche, d'innovation
et de prospective méditerranéen



LA PRESSE ET L'ALGÉRIE

La Presse algérienne et plus généralement les Médias furent parfois considérés comme des alliés objectifs, et par moments des adversaires. Durant toute la guerre d'Algérie les journalistes ont contribué efficacement à rendre compte des « évènements d'alors » et en internationalisant le conflit. Pendant la décennie noire de 1990, le lourd tribut consenti par la profession fut important. Réduire au silence ce corps de métier fut aussi primordial pour les protagonistes sanguinaires et obscurantistes que pour le pouvoir en place. Enfin quelle est ou quelle sera la place des journalistes dans la société algérienne encore en devenir ?

The Algerian Press and more generally the Media were sometimes considered as objective allies, and sometimes opponents. Throughout the Algerian war, journalists contributed effectively to report on the «events of the time» and by internationalizing the conflict. . During the black decade of 1990, the heavy toll taken by the profession was important. Silencing this profession was also important for the protagonists of the bloodthirsty and obscurantist protagonists as for the power in place. Finally, what is or what will be the place of journalists in the futur algerian society ?

LONGTEMPS CONSIDÉRÉE COMME UNE EXCEPTION DANS LE MONDE « dit » arabe, la presse algérienne fût et demeure à l'image d'un pays bousculé en permanence, subissant les soubresauts d'une société en constante ébullition : créative, revendicative, celle-ci aspire à la normalité. Un quotidien débarrassé des lourdeurs administratives, des queues interminables, des gabegies financières, des passe-droit devenus monnaie courante. Tantôt portés aux nues, tantôt voués aux gémonies, les journalistes, la presse, les médias de façon générale demeurent paradoxalement les mal-aimés d'un système soucieux de sa survie, de sa pérennité et qui orchestre une normalisation à son image ; à l'affût de la moindre dérive, guettant le moindre écart d'une feuille de route basée sur l'omerta et l'accord tacite, le système consultant le miroir telle la Reine veut s'entendre répondre qu'il est le plus beau, le plus gentil ! Pourtant, les journalistes algériens ont payé le prix lourd dans leur contribution à

la fois pour combattre l'hydre colonial ainsi que la barbarie islamiste des années plus tard. L'Algérie, debout, l'Algérie avant tout a longtemps été le leitmotiv de ces amoureux de la démocratie, de ces pourfendeurs de la haine et des injustices, de ces défenseurs, des orphelins, de ces promoteurs du dialogue de la paix.

Comment en est-on arrivé à toutes ces tentatives de mise au pas ? Comment et pourquoi la diabolisation de ceux qui furent souvent en première ligne s'est mise en place ? Aux sources de l'engagement très tôt, le mouvement national trouve des relais dans la presse. Messali Hadj comme Ferhat Abbas trouvent un écho favorable à travers *Alger Républicain* en 1937, qui déjà soutient les républicains espagnols, dénonce la misère en Kabylie (sous la plume de Camus qui n'a alors que 25 ans) et soutient les mouvements indépendantistes pacifistes algériens. Résolument anticolonialiste, Camus déclare le 31 août 1944 dans « *Combat* » : « un pays vaut souvent ce que vaut la presse ». Il rappelle la place essentielle de la morale, de la vigilance et de la vérité dans l'activité journalistique. Quant à Jean Sénac, lui déclarera tout de go dans le même journal dès le déclenchement de la lutte armée, que « la justice a pris les armes » et Camus de rajouter, au côté de Jean Daniel et de Albert Memmi : « l'issue de la guerre ne peut être que l'indépendance de l'Algérie ».

Au même moment, Jean Amrouche qui anime depuis 1943 « Des idées et des hommes » à Radio France, publie l'éternel Jughurta, qui est un « emblème d'émancipation politique et culturel » (dixit Tassadit Yacine). Il relatera dans la grande presse la répression terrible et les massacres de Guelma, Sétif, Khenata et se prononce pour l'autodétermination politique avant de rejoindre le FLN dès 1954. Dès lors, les choses s'accélérent. Le FLN, sous la houlette d'Abane Ramdane, met en place sa propre stratégie de communication, rejoint par des solidarités multiples d'intellectuels et de journalistes qui prennent fait et cause pour l'indépendance, dénoncent la torture et les horreurs coloniales. Ainsi, El Moudjahid créé par Abane, devient la voix officielle du FLN. Informer de la révolution en cours, diffuser de la ligne politique du FLN, internationaliser la question algérienne, tels sont les objectifs d'Abane qui déjà, souhaite séparer religion et politique dans le journal. Ainsi, le 1^{er} avril 1955, 6 mois après le déclenchement de la lutte armée, Abane appelle au soulèvement national, rencontre Frantz Fanon, le psychiatre de Blida qui déjà écrit dans *Consciences maghrébines* et lui dit : « La révolution a besoin de vous ». Salah Louanchi (membre du MTLD, de *Consciences maghrébines* et alors patron de la Fédération de France du FLN), se chargera de lui faire rejoindre Tunis, siège du mouvement où il sera porte-parole du FLN jusqu'à l'automne 58, intégrant le journal en 57.

Ainsi, dès les années 50/51, avec Consciences algériennes qui prend fait et cause pour le peuple algérien, contre le pouvoir colonial puis avec Consciences maghrébines (en 54/56) qui considère que le FLN est le représentant n°1 des masses algériennes, André Mandouze, entouré de Pierre Cholet, Mahfoud Keddache, Reda Bestandji ; s'engage sur la voie de l'indépendance. Ses différents éditoriaux et articles sont alors relayés par la Quinzaine, Le bulletin, Témoignage Chrétien et la Revue Esprit. C'est le moment où le journaliste Robert Barrat, après immersion dans les maquis publie dans FranceObservateur du 15 septembre 1955 « Un journaliste français chez les hors-la-loi algériens ». Rédacteur en chef de Témoignage Chrétien, accusé de trahison par Robert Lacoste (gouverneur général), il est incarcéré à 2 reprises, notamment pour avoir réclamé le droit à l'insoumission en signant le manifeste des 121 qui deviendra celui des 246, rejoint par nombre d'intellectuels et de journalistes comme Albert Paul Lentin (Libération, Les temps modernes, Esprit) résolument anticolonialiste et expulsé en 61 d'Algérie comme Paul Marie de la Gorce (*Témoignage Chrétien, Le Figaro, France-Observateur, Jeune Afrique*) ou encore Jean Louis Hurst, journaliste-déserteur et François Jeanson, porteur de valises du FLN. Signataires du Manifeste des 121, Jean-Paul Sartre qui préfacera « *Les damnés de la terre* » de Frantz Fanon et Simone de Beauvoir recueilleront la parole de Fanon par leur correspondance et les visites. qui lui rendent à Rome ou à Tunis.

La bataille médiatique s'accélère et bat son plein. Jean-Mouhoub Amrouche, renvoyé de l'ORTF accusé d'apporter son soutien aux assassins et aux terroristes migre à la Radio Suisse romande, collabore à la Grande presse, Témoignage chrétien, il dénonce la politique de pacification, la déportation de villages et de hameaux dans des camps véritables mouiroirs génocidaires. Quant à Jean Sénac alias Yahia El Ouharani, il est démissionné de Radio Alger car il a osé parler de Patrie Algérienne. Il participe à l'installation de l'imprimerie clandestine d'El Moudjahid chez Subervie. Engagé à fond pour l'indépendance dès 54, il publie un magnifique recueil de poésie « Le soleil sous les armes » se fait rencontrer Camus, Reda Malek, Ahmed Taleb, Layachi Yaker. Alors qu'il laisse une équipe yougoslave filmer les maquis, le FLN, crée sa propre radio pour contrer celle créée par le pouvoir colonial en direction de la population. Longtemps relayé par la Saout El Arab (la radio du Caire), le FLN veut désormais maîtriser ses outils de communication, y compris en la manipulant, lorsque El Moudjahid titre le 29 mai 58 « Abane Ramdane, mort au champ d'honneur » alors qu'il a été attiré dans un guet-apens par Boussouf, Benbobal, qui ont décidé de l'assassiner. On dit que Krim Belkacem était dans la confiance. Franz Fanon en sera meurtri à jamais.

Assassinat qui augurera le débat d'une longue liste et qui sera la marque de fabrique des années Boumediene qui verront disparaître moult patriotes, journalistes, et intellectuels. Le colonialisme finissant et la nouvelle Algérie indépendante vont avoir les mêmes pratiques et manœuvres de censure et de répression vis-à-vis des médias et des journalistes. C'est ainsi que Jean Sénac, revenu à Alger après 1962 et animant sur la Chaîne 3 « Le poète dans la cité » sera interdit d'antenne en 1972. Yves Courrière connaîtra la même mésaventure et sera expulsé d'Algérie avec sa femme et interdit de séjour. Son crime aura été d'avoir livré un récit journalistique qui donne la parole aux acteurs du conflit, sans parti pris (pour reprendre la formule de Tramore Quemenu). À l'indépendance, Yves Courrière sillonne l'Algérie et recueille de nombreux témoignages : ceux du colonel Ouamrane, Krim Belkacem, dont l'assassinat le 18 octobre 70 à Francfort sera commandité par Boumediene, de Hocine Ait-Ahmed, de Mohamed Boudiaf, devenus opposants au régime ; mais aussi ceux de J. Soustelle, d'Aussarers sur la torture pendant la guerre. 4 volumes en sortiront entre 68 et 71 : Les fils de la Toussaint, Le temps des léopards, L'heure des colonels et Les feux du désespoir. Véritable introspection journalistique inégalée à ce jour. Ce travail demeure une référence. Pour Boumediene et son comparse Bouteflika qui n'ont pas tiré une seule balle pendant la guerre, c'était trop et il fallait couper court à ces témoignages. Mais les faits sont têtus et tôt ou tard, la vérité s'impose. Après avoir procédé à une véritable épuration, notamment en décapitant le PCA (parti communiste algérien) dont de nombreux militants algériens d'origine juive et européenne qui avaient pris les armes contre l'armée coloniale. Transformé en PAGS (parti de l'avant-garde socialiste) nombre de ces membres le quitteront dégoûtés par la tournure des événements.

Les opposants pourchassés ou liquidés, une chape de plomb s'abat alors sur le pays et seuls quelques journaux aux ordres auront droit de cité : El Moudjahid Algérie actualité, Horizons, Chaab, Actualité de l'émigration (censée contrôler l'émigration algérienne). Chadli, succédant à Mohammed Boukharouba décède le 27 décembre 1978, perpétuera cette chape de plomb après avoir au passage commandité l'assassinat à Paris d'Ali Mécili, fondateur du journal du FFS Libre Algérie et résistant de la première heure. Bravant cette glaciation mortifère, le pays réel explose : printemps berbère en 80, émeutes d'octobre 88, victoire du FIS aux élections de juin 90. Acculée à un semblant « d'ouverture démocratique », la presse emboîte le pas et de nombreux journaux dit indépendants voient le jour : El Watan, Liberté, Le soir, Le matin, Khabar. Formés et issus de la presse d'État, les journalistes disposeront d'un pécule pour créer ce qui sera la presse nationale indépendante.

L'Expression et l'hebdomadaire Ruptures de Tahar Djaout apparaîtront un peu plus tard. Suite à l'arrêt du processus électoral par l'armée, le pays s'enfoncé dans une guerre civile qui fait des centaines de milliers de morts, d'orphelins. Dans une Algérie exsangue, la presse sera divisée en janvieristes (qui approuvent l'arrêt des élections) et celles qui les désapprouvent, comme La Nation ou L'Opinion. Le point d'orgue de cette décennie sanglante sera atteint par l'assassinat de Mohamed Boudiaf, le 29 juin. 92. Révolutionnaire de la première heure, il était engagé dans une lutte contre la corruption repris par les journaux de l'époque et qu'il a probablement payé de sa vie. Comme Boudiaf, les journalistes et intellectuels auront payé le prix lourd du refus d'une Algérie intégriste, islamiste et fasciste. La plupart ne rentreront plus chez eux. Ils vivront reclus dans des espaces réquisitionnés et aménagés : au club des pins, dans des hôtels de Sidi Fredj, au siège de la radio et télévision algérienne. Malgré cela, ce sera l'hécatombe et l'Algérie les verra partir un à un, ainsi que des artistes Tahar Djaout, Youssef Sebti, Djillali Lyabes, Laadi Flici, Saïd Mekbel, Smaïl Yefsah, Cheb Hasni, Cheb Aziz, Matoub Lounès, Abdelkader Alloula. Une hémorragie considérable, une cicatrice indélébile dans l'âme du peuple algérien. Avec le règne de Bouteflika, c'est le patronat qui désormais gère les journaux. Souvent, les actionnaires sont des militaires en activité ou à la retraite et c'est pour cela qu'on attribue à tel ou tel clan, tel journal. Apparaissent, Chourouk, Nahar, Hayat. Près d'une centaine de titres voient le jour qui tirent leurs subsides de l'ANEP, l'agence nationale de pub qui distille avec parcimonie la publicité. La plupart ne seront jamais distribués en kiosque et circuleront en boucle et en vase clos dans les couloirs des ministères et autres institutions. C'est une forme de rente pour service rendu à des propriétaires de titres dont le seul associé est leur tiroir-caisse. Le seul dénominateur commun est de cautionner, protéger, défendre le système instauré par Bouteflika, vanter son règne et l'accompagner jusqu'au 20^e mandat. Le Hirak viendra pulvériser tout ça.

Des dizaines de milliers d'Algériens et d'Algériennes de 7 à 77 ans dans la rue viendront crier leur amour de l'Algérie et leur volonté de tourner une page qui les a meurtris. Deuxième révolution pour certains, deuxième indépendance pour d'autres chacun prône un horizon meilleur et un quotidien débarrassé de ces mêmes meurtrissures. Bien sûr, la presse se fait l'écho des revendications, donne la parole au peuple. Le drapeau amazigh fait bon ménage avec le drapeau national et vient renforcer le sentiment d'unité d'un peuple fier de ses racines, de sa culture. Les réseaux sociaux ayant supplanté les journaux, chaque citoyen dispose d'un smartphone et devient objet et sujet d'un moment unique de l'Histoire. Tout à coup, témoigner ou

célébrer par Facebook interposé ces moments devient problématique et des dizaines de citoyens seront interpellés voire incarcérés.

Un des exemples les plus emblématiques est celui de Khaled Drareni. Après avoir réussi le scoop de recueillir que la France a commis « Un crime contre l'humanité en Algérie » de la part d'Emmanuel Macron, il continue tout naturellement son travail de journaliste en couvrant le Hirak. Au lieu d'être remercié et félicité ; il est arrêté et accusé d'atteinte à la sûreté de l'État. Quelques mois plus tard, il est libéré et lavé de tout soupçon. Une légèreté qui en dit long sur le degré de nervosité des autorités. Aujourd'hui, le monde des médias a changé, le digital, les réseaux sociaux créent de nouveaux réflexes, de nouvelles habitudes. Avec Internet, chacun est voisin de palier de l'autre, chacun peut filmer, enregistrer, diffuser. Les comportements autoritaristes sont vite démontés par une régulation naturelle des thèses et des antithèses : complotisme, fakes news inondent les champs médiatiques. Dans cette profusion de sons et d'images, le journaliste reste un acteur central des comportements démocratiques. Témoin de son temps, il s'habille de la contradiction, de l'échange moteur, des contrepouvoirs, il sait se faire l'avocat du diable quand c'est nécessaire. En ces temps de robotisation, de cookies, de clics, de téléchargements, le journaliste crée du lien, de la chaleur et de l'humanité. Artiste au sens large du terme, il porte en lui une mémoire, accepte la confrontation des sources, véhicule le doute et la critique ô combien nécessaire en ces temps de surenchère irrationnelle. Protéger le journaliste, c'est nous protéger et tenir à distance les tentatives de déshumanisation. ■